



DE L'USAGE DES PLATINES POUR LAMPES IODURES METALLIQUES DANS LES FAUX PLAFONDS DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Les fabricants de lampes, luminaires et appareillages électriques réunis au sein du **Syndicat de l'éclairage** souhaitent attirer l'attention des autorités de tutelle chargées de la sécurité des produits, des organismes de contrôle, des maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvres, distributeurs et installateurs, sur la présence sur le marché, et l'installation, d'auxiliaires d'alimentation pour lampes à décharge qui présentent des risques pour la sécurité des biens et des personnes.

Ces platines (ensemble ballast + amorceur + condensateur) sont majoritairement destinées à faire fonctionner des lampes aux iodures (ou halogénures) métalliques de puissances 35 W, 70 W ou 150 W, pour l'éclairage de centres commerciaux, magasins, halls d'exposition, bureaux, etc.

Elles sont de classe I, sans capot de protection, et leur ballast n'est pas protégé (pas de coupure en cas de redressement du courant de la lampe). Le plus souvent, l'amorceur n'est pas temporisé. Les condensateurs ne sont pas protégés, ce qui peut présenter des risques en cas d'explosion ou d'incendie et le câblage interne n'est pas toujours conforme aux règles de l'art.

Face à ce constat, le **Syndicat de l'éclairage** estime que, pour que les produits concernés présentent à la fois les garanties de sécurité électrique et de respect des dispositions contre l'incendie, ces systèmes d'alimentation doivent satisfaire aux prescriptions de la norme lumineuse NF EN 60598-1 : « *Prescriptions générales et essais* ». D'autre part, selon que ces platines seront utilisées comme appareillage de type fixe ou encastré, elles devront répondre aux prescriptions particulières des normes NF EN 60598-2-1 et NF EN 60598-2-2, respectivement.

Compte tenu de ces prescriptions normatives, l'exigence de dispositifs de temporisation des amorceurs ainsi que les précautions à prendre pour s'assurer qu'en fin de vie de la lampe les platines satisfont aux critères de sécurité se trouvent de fait respectées. Il convient bien entendu de choisir un amorceur compatible avec les caractéristiques électriques de la lampe, et notamment de veiller à l'adéquation entre la durée de la temporisation et le temps de rallumage de la lampe.

En ce qui concerne les prescriptions en matière d'échauffement, les platines de type fixe doivent satisfaire à la Section 12 des normes lumineuses précédemment citées. Dans le cas des platines encastrées dans les faux plafonds, le test d'échauffement doit être réalisé avec le luminaire correspondant placé dans la boîte d'essai définie dans l'annexe D. Si le luminaire en question n'est pas fourni ou identifié par le fabricant, l'essai sera réalisé en plaçant dans la boîte d'essai une lampe dont la puissance correspond à la puissance maximale autorisée par la platine.

Lorsque ces platines sont placées dans des coffrets, les normes suivantes s'appliquent :

- NF EN 60439-1 : Ensembles d'appareillage à basse tension Partie 1 : Ensembles de séries et ensembles dérivés de série.
- NF EN 60439-3 : Ensembles d'appareillage à basse tension Partie 3 : Règles particulières pour ensembles d'appareillage à basse tension, destinés à être installés en des lieux accessibles à des personnes non-qualifiées pendant leur utilisation. Tableaux de répartition

Le Syndicat de l'éclairage rappelle par ailleurs que ces platines, comme tous les produits électrotechniques, doivent être conformes à la réglementation nationale en vigueur, et en particulier :

- En application du décret 92-587 du 26 juin 1992, modifié par le décret 95-283 du 13 mars 1995, relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques (transposition en droit français de la directive européenne 89/336/CEE du 3 mai 1989, modifiée par la directive 92/31/CEE du 28 avril 1992, dite « **directive CEM** »), l'ensemble devra être conforme aux normes européennes relatives à la compatibilité électromagnétique.
- En application du décret 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension (transposition en droit français de la directive européenne 73/23/CEE du 19 février 1973, dite « **directive basse tension** », modifiée par la directive 93/68/CEE du 22 juillet 1993) qui impose le respect des règles de l'art pour la sécurité des produits, ce qui équivaut pour la sécurité électrique à l'obligation de respecter les normes européennes.

Dans le contexte de ces deux directives, le fabricant est tenu de notifier que son produit respecte leurs exigences essentielles en apposant le marquage « **CE** » sur le produit, l'emballage ou la notice d'utilisation.

Nota :

*la profession de l'éclairage rappelle qu'une excellente garantie de conformité des produits est la marque de qualité européenne « **ENEC** », certification, par un organisme indépendant, que le matériel présente toutes les garanties en termes de sécurité et de conformité aux normes.*

Enfin, en ce qui concerne les réglementations relatives à l'**installation électrique**, celle-ci doit être réalisée conformément aux prescriptions de la norme **NF C 15-100**, relative au choix et à l'installation des matériels, ainsi que, le cas échéant, aux articles R. 123-1 à R. 123-55 du Code de la construction et de l'habitation, relatifs aux établissements recevant du public.

Les prescriptions concernant la présence de capot de protection, comme les essais de tenue des produits finis au fil incandescent, s'en trouvent dès lors satisfaits.